

Comme on peut le voir au Tableau 3-2, les taux d'inoccupation des bureaux, qui sont actuellement élevés, devraient baisser pendant les premières années de cette décennie. Actuellement, c'est dans le sud et dans l'ouest que les taux régionaux sont les plus élevés, et dans l'est, qu'ils sont les plus faibles. Comme le montre le Tableau 3-3, le New Jersey, Kansas City, Miami, Dallas, Denver, et la Nouvelle-Orléans font partie des villes dont les centres ont des taux d'inoccupation supérieurs à vingt pour cent. Comme Détroit et Los Angeles¹, où il existe une pléthore de bureaux récemment ouverts, ces villes ne connaîtront qu'une activité limitée dans ce domaine pendant plusieurs années. Hartford, Cleveland, Cincinnati, Washington, Jacksonville, et Sacramento font partie des villes importantes où les taux d'inoccupation, dans le centre-ville, sont inférieurs à dix pour cent. En fonction des taux structurels d'inoccupation et d'autres caractéristiques locales, ces villes seraient probablement candidates à une augmentation des dépenses dans le domaine de la construction de bureaux. D'autre part, le marché de la construction est très actif au Nevada depuis deux ans et comme il existe des espaces importants encore non aménagés, on s'attend à ce que l'argent continue à affluer de l'extérieur de l'État.

Parlant des possibilités qui s'offraient aux entrepreneurs canadiens dans le domaine de la construction de bureaux aux États-Unis, un cadre supérieur a déclaré qu'en général, les débouchés, en Europe, lui paraissaient beaucoup plus intéressants pour eux comme pour les constructeurs américains. Le marché européen des bureaux, à l'exception de Paris et de Londres, est considéré comme sous-développé, en particulier lorsque l'on songe à l'activité que déclenchera l'échéance de 1992, et il ne faut pas oublier que le Canada a une expérience considérable de la construction de tours de bureaux à offrir aux promoteurs européens, à supposer que ce genre d'édifices deviennent populaires dans certaines villes européennes.

¹Los Angeles s'efforce d'amener les promoteurs, les constructeurs et les leaders de la collectivité à collaborer afin de mieux gérer la croissance de la région. La capacité du réseau d'égouts atteint déjà ses limites et les aménagements futurs seront ralentis. Cela aura des répercussions sur l'ensemble de l'État et réorientera les efforts vers les travaux de rénovation et de réparation, d'après ceux qui connaissent bien l'industrie. On s'attend à ce que la construction de bureaux soit réduite au minimum.